

intéressant de comparer les niveaux d'implantation et de traditions de ces groupes respectifs en fonction du degré d'implantation et de tradition du mouvement ouvrier dans ces différentes régions : là se trouve la grille de lecture. Nous sommes menacés par ces différentes pressions, cette hétérogénéité des expériences (comme nous l'avons été auparavant par la « domination » de Paris par rapport à la Province, notamment dans le cadre du travail étudiant et par le journal Rouge...). Il faut des **axes nationaux** pour notre implantation : cela se fait en fonction de la crise nationale du PCF et non pas en fonction de particularismes locaux de ce parti. Ce travail d'élaboration est beaucoup plus complexe avec notre croissance actuelle : si sa centralisation n'est pas faite, nous risquons une disparité locale comme en a connu le PSU dans sa phase de croissance après Mai 68.

B — Par l'insertion dans de multiples couches sociales

Nous critiquons, dans le BI 28, le PSU comme ayant été « une somme de secteurs d'intervention ». Ceci nous pend au bout du nez. Nous sommes sollicités à tous les niveaux par des besoins **objectifs** auxquels il nous faut répondre : que ce soit le mouvement des femmes, les mouvements contre la pollution, une campagne sur l'ORTF, une autre sur les TOM-DOM, une sur les travailleurs immigrés, une sur les paysans, un travail vers un front des intellectuels révolutionnaires, etc... Nous risquons d'être happé par le travail **sur le cadre de vie, en dehors de l'entreprise**. Pour y échapper il ne faut naturellement pas se fermer de façon sectaire et dogmatique à tous ces terrains de lutte. Mais encore faut-il un système organisationnel suffisamment puissant et centralisé pour doser nos investissements et nos réponses à ces besoins objectifs. Nous avons déjà vu au premier trimestre 72 la surenchère de mobilisations qui se sont produites, TOM-DOM, Espagne, Irlande, Indochine, CFPM, lycéens, etc... Cet activisme « tue » les étudiants et ne conquiert pas durablement les travailleurs.

Les symptômes de ces difficultés sont déjà apparus au grand jour dans de nombreuses crises locales : les pires tensions ont existé entre secteur ouvrier et secteur jeunesse scolarisée. Ce qui fait notre spécificité vis-à-vis de l'extrême gauche (le travail dans différents secteurs d'intervention) peut être aussi notre principale source de difficultés. Nous recrutons dans ces secteurs sur une pratique différente et avec un rythme d'activités différent, ce qui rend la synthèse organisationnelle difficile. Les directions centrales qui ne réussissent pas cette synthèse se noient et laissent croître des « crises » insolubles (exemple de Marseille).

Ne pas là non plus faire la part des choses par un fonctionnement central renforcé et une comptabilité des forces consacrées dans chaque secteur peut masquer la lucidité d'analyse de ce que nous sommes et **encourager la naissance de tendances ouvriéristes** désireuses d'arrêter ce gâchis et de tout consacrer sur le secteur ouvrier décisif (5).

Notre croissance numérique

Celle-ci pose des problèmes nouveaux de recrutement, d'éducation des militants, de formation des cadres. Mais surtout la question de l'appareil central est décisive.

Initialement nous étions une petite organisation construite et délimitée du point de vue politique ultime du prolétariat, héritière des acquis de la Quatrième Internationale. Nous avons grossi essentiellement en milieu étudiant, ce qui nous a conduit à poser le problème de notre transcendance en nous orientant de façon volontariste en direction de la classe ouvrière. Nous avons cru qu'il fallait « arracher » massivement les étudiants qui étaient dans nos rangs à leur milieu de travail pour les orienter vers les entreprises à la conquête des « cadres organisateurs de la classe ouvrière susceptibles de forger le parti révolutionnaire ».

En fait, dans ce coup de filet — lancé sans aucune technique de pêche — nous avons « noyé » beaucoup de nos étudiants sans pour autant nous doter de ce qui était indispensable : à savoir une méthode et une organisation appropriée pour le type de travail que nous envisagions.

La preuve que nous nous étions doté d'un mauvais système organisationnel (et au début de pas de système du tout) c'est que nous avons perdu ceux des rares militants ouvriers que nous avons gagné. Les tentations ont été grandes de chercher des raccourcis pour solutionner cette carence : nous avons failli lester l'organisation de l'organisation de jeunesse qui était en son sein. Le refus de l'ORJ n'était pas une simple question de délai, mais l'expression du besoin que nous avons de mettre directement le dynamisme juvénile dont nous disposons au service de l'implantation ouvrière, par le biais de l'apparition centrale et la création de nouvelles cellules et branches d'intervention sur les entreprises.

Mais même après le refus de l'ORJ nous n'avons pas pour autant été en mesure de prendre les solutions organisationnelles adéquates. Nous avons opté pour le renforcement de la commission ouvrière nationale avant d'avoir suffisamment renforcé la direction politique centrale (BP) ; puis nous avons entrepris ensuite de faire l'opération inverse, c'est-à-dire de renforcer les directions politiques centrales de l'organisation avant celles du « travail ouvrier » proprement dit (janvier 72-mai 72 ; six mois de discussion au BP sur ce sujet après le départ de Joël).

Ces variations organisationnelles témoignent de notre absence de méthode en la matière. La dernière solution adoptée (renforcement de toutes les directions politiques centrales, BP, puis DP puis DV et DS) est incontestablement la solution justifiée.

C'est parce que nous n'avons pas solutionné les problèmes de direction et d'éducation de l'organisation que nous n'avons pas pu être armés en conséquence pour mener un travail en direction du cœur de la classe ouvrière.

En effet, un brouillard organisationnel règne et obscurcit notre lucidité politique et nous empêche de tirer des bilans sains de notre travail ouvrier (aussi bien entre BP et CNO que dans certaines DV où ces louvoiements ont conduit à des tensions entre secteur jeune et secteur ouvrier). Il est donc juste de renforcer les directions politiques centrales (BP, DP, DS, DV) mais pas sur n'importe quelle orientation politique, pas pour n'importe quelle tâche, pas pour suppléer à un travail ouvrier ajourné : au contraire, justement, pour qu'elles puissent prendre en charge le secteur ouvrier, lui donner une place dans l'organisation, une structuration particulière, une orientation rigoureusement centralisée et pour faire que le développement des autres secteurs (jeunes, étudiants et enseignants) lui soit subordonné.